Agnès Buzyn et le Covid : journal d'une bonne petite soldate du président Macron

Dans son livre, l'ancienne ministre de la santé offre un récit détaillé de sa gestion du Covid-19, puis de son désespoir lorsqu'elle en devient la spectatrice. Ses échanges l'attestent : elle a très tôt compris l'ampleur de la crise, a alerté le président, mais jamais les Français.

Mediapart Caroline Coq-Chodorge le 27 septembre 2023 à 21h11
https://www.mediapart.fr/journal/france/270923/agnes-buzyn-et-le-covid-journal-d-une-bonne-petite-soldate-du-president-macron?utm_source=global&utm_medium=social&utm_campaign=SharingApp&xtor=CS3-5

ÀÀ l'hôpital, quand un évènement grave survient, il doit être analysé collectivement, afin d'en tirer des enseignements. C'est à ce retour d'expérience que se livre publiquement, en médecin, l'ancienne ministre de la santé dans son *Journal* paru mercredi 27 septembre.

En cela, son livre est utile : il détaille jour après jour, minutieusement, les informations qui lui parviennent et les décisions qu'elle prend, de la fin décembre 2019 à sa démission le 17 février 2020, pour diriger la campagne des municipales à Paris. La suite est le récit amer de son impuissance et de ses rancunes personnelles, en particulier envers le monde médical.

Elle s'appuie sur les courriels et les SMS échangés pendant cette période, qu'elle rend publics, et qui sont par ailleurs versés à l'enquête de la Cour de justice de la République (CJR), qui l'a mise en examen en septembre 2021 pour « mise en danger de la vie d'autrui ». Cette mise en examen a été annulée en janvier par la Cour de cassation, mais elle reste sous le statut de témoin assisté comme Olivier Véran ou Édouard Philippe.

À la lecture du livre d'Agnès Buzyn, ce qui frappe tout d'abord, c'est l'aveuglement collectif. Dès le 25 janvier, toutes les informations sont à disposition pour mesurer l'ampleur de la crise à venir. La Chine a confiné trente millions de personnes, à Wuhan et ses alentours. Des réseaux sociaux, hautement surveillés par la dictature, filtrent des vidéos et des messages alarmants, notamment de médecins.

Seule transparence de la Chine : des premières études médicales paraissent et décrivent un virus respiratoire qui se transmet par des gouttelettes et dont la mortalité est de 3 %. Les médecins chinois évoquent aussi une transmission par des personnes porteuses mais sans symptômes.

Agnès Buzyn est à juste titre très sévère envers l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qu'elle juge bien trop inféodée à la Chine. Ce n'est en effet que le 11 mars que l'institution internationale évalue la situation *« pouvant être caractérisée comme une pandémie »*.

Mais comment est-il possible que la ministre de la santé et son directeur général, Jérôme Salomon, épidémiologiste de métier, n'aient pas conclu très vite qu'il fallait protéger la population, et en premier lieu les soignants et les malades avec des masques ?

À lire aussi : Gérer le Covid-19: pourquoi l'Etat et l'exécutif ont tout oublié 3 avril 2020

Dans les années 2000, la France avait longuement travaillé sur le risque de pandémie, de nombreux rapports ont été écrits, qui tous affirment l'importance des masques. Quand a été déclenchée l'alerte, finalement excessive, face à la grippe H1N1 en 2008-2009, la ministre de la santé d'alors, Roselyne Bachelot, avait constitué un stock de plus d'un milliard de masques.

Pour Agnès Buzyn, ces doctrines n'étaient plus d'actualité : la gestion du virus H1N1 avait été moquée, et le risque terroriste avait pris le dessus. Agnès Buzyn décrit au passage un président de la République très préoccupé par ce sujet début 2020 : elle relate une réunion qui se passe mal, le 28 janvier, sur la radicalisation. Emmanuel Macron est *« de très mauvaise humeur »*, *« le visage marqué, les traits tirés »* car les choses ne vont pas assez vite à ses yeux : il *« souhaite un projet de loi »*, trouve *« les propositions molles »*.

Pourtant, le virus inquiète déjà une partie des Français, les plus anxieux, ou les plus prévoyants : fin janvier, plusieurs font des stocks de masques, il n'y en a déjà plus dans les pharmacies. Le 24 janvier, Agnès Buzyn reçoit l'information sur le nombre exact de masques dans le stock d'État : 33 millions pour enfants, et 65 millions pour adultes. Soit un peu plus d'un masque par habitant…

Elle ne saisit pas le caractère explosif de l'information. Elle se contente de dire à ses collaborateurs *« instinctivement que cela ne [lui] semble pas suffisant »*.

Selon elle, *« personne n'avait anticipé »* que les masques commandés début 2020 n'arriveraient jamais puisque la Chine, principal producteur, était déjà dépassée par ses propres besoins. Les équipes d'Agnès Buzyn ne le comprennent que le 6 février.

« Extrême malchance »

Tout cela est de *« l'extrême malchance »*, écrit l'ancienne ministre. L'état des lieux complet des stocks de tous les équipements nécessaires pour faire face à une pandémie due à un virus respiratoire – masques, gants, gel hydroalcoolique, respirateurs, gants, blouses, etc. – n'est demandé que le 12 février. Et la mobilisation des entreprises françaises produisant des masques n'est décrétée qu'au mois de mars.

Pour le million de professionnels de santé, les prévisions des besoins en masques FFP2 sont aussi dérisoires : treize millions dans les hôpitaux, treize millions en Ehpad, 6,5 millions pour les libéraux. De quoi tenir quelques jours en situation de pandémie.

Le 8 février, le nouveau coronavirus est encore très bas dans la hiérarchie des préoccupations au plus haut niveau de l'État. Quand survient le premier gros cluster, aux Contamines-Montjoie (Haute-Savoie), impliquant des dizaines d'enfants, Agnes Buzyn en informe le premier ministre et le président de la République à 1 h 26 du matin. Édouard Philippe l'appelle à 8 h 30. Emmanuel Macron ne lui répond qu'à 10 h 37 d'un laconique *« Bien reçu, ma chère Agnès »*. Le soir, elle lui envoie par SMS un premier signal d'alerte : *« Tout cela ne fait que commencer. »*

Comme l'a révélé Mediapart en avril 2020, il n'y a plus personne à l'Élysée pour informer directement Emmanuel Macron de l'évolution de la situation : sa conseillère santé a quitté son poste le 31 janvier et n'a pas été remplacée avant le mois de mars. *« Cette absence de relais auprès de lui rend les choses tellement compliquées »*, confirme Agnès Buzyn.

À lire aussi : Masques : les preuves d'un mensonge d'État 2 avril 2020

Ses échanges sur le sujet avec Emmanuel Macron se résument à des SMS, des mails aux réponses laconiques et des coups de fil ratés. Ce n'est que le 8 février dans la soirée qu'elle peut enfin communiquer par téléphone, sur les marches d'un cinéma… Elle assure alors lui décrire *« un tsunami que personne ne voit venir »*. Elle parle même d'un possible confinement, seul susceptible de *« ralentir la vague »*. On ne peut que la croire.

Le sentiment qu'une catastrophe survient se précise aussi pour Jérôme Salomon : le 11 février, il écrit à Agnès Buzyn que *« la phase 3 »*, celle de l'épidémie, *« arrivera »*. *« L'opinion publique mérite d'être*

alertée plus ostensiblement », selon lui. Pourtant, tout au long de cette première phase de la pandémie, celle de la propagation presque silencieuse du virus sur le territoire français, Agnès Buzyn aura sans cesse des paroles publiques rassurantes, s'alignant sur les messages de l'OMS, toujours à retardement.

Le 12 février, les nouvelles de Chine sont alarmantes : le pays ne parvient plus à tester et ne compte plus que les malades graves et les morts. Dans un mail, Agnès Buzyn réclame à Édouard Philippe *« des renforts »* et le prévient : *« Nous partons sur une crise d'ampleur et très longue. »*

Le 14 février, dès que Benjamin Griveaux annonce se retirer de la campagne municipale parisienne, la ministre est l'objet de très fortes pressions pour se lancer à sa place. Elle cède le 17 février.

Le problème avec Agnès Buzyn est que, entre ses intuitions et ses décisions, ses alertes à ses supérieurs et ses déclarations rassurantes à l'opinion publique, rien ne colle.

La suite du récit est celle d'une campagne municipale vécue comme *« une mascarade »*, comme elle le confiera au *Monde* le 17 mars. À raison, elle est vénéneuse contre ses confrères médecins qui se répandent dans les médias sur *« la grippette »*. Elle est aussi très critique contre Jean-François Delfraissy, *« un mondain »* qui *« ne connaît que le sida »*, placé à la tête du Conseil scientifique, dont elle interroge la légitimité.

Une visite « affligeante »

Le récit de sa traversée du premier confinement est la plus touchante, tant Agnès Buzyn vit une épreuve personnelle. Elle rejoint, comme simple médecin, le service de réanimation d'un hôpital militaire. À Emmanuel Macron, elle confie sa peur d'en mourir, qui est celle de nombreux soignants au contact du virus. Elle a aussi dû faire face à un déferlement de messages de haine, souvent antisémites, et des menaces de mort sur les réseaux sociaux. Elle explique avoir été agressée dans la rue, alors qu'elle ne bénéficie d'aucune protection.

Dans le même temps, sa mère est touchée par un Covid grave, les médecins lui annoncent qu'elle n'est pas réanimable. L'ancienne ministre et médecin se désespère que le seul traitement proposé soit la chloroquine de Didier Raoult.

Finalement, privilège de médecin, elle est informée par un confrère des premiers résultats positifs des corticoïdes, une autre molécule largement testée, aujourd'hui le traitement de référence : elle obtient que sa mère en reçoive, ce qui l'a probablement sauvée.

Sur Didier Raoult, elle avait tout prévu, assure-t-elle, et on la croit cette fois sans difficultés, tant la réputation du microbiologiste marseillais n'était plus à faire dans le milieu médical. Elle affirme avoir mis en garde Édouard Philippe contre ce *« détracteur professionnel et incontrôlable »*.

« Affligeant », c'est ainsi qu'elle juge la visite d'Emmanuel Macron à Didier Raoult le 9 avril. Mais à ses collègues ulcérés, elle répond que c'est sans doute une manière pour lui de *« le "traiter" pour qu'il ne s'épande pas dans la presse, de la même manière qu'on tente de calmer les paranoïaques, et qu'il "traite" ainsi dans le même temps un électorat qui veut y croire.* […] *Au fond d['elle], [elle] espère vraiment que c'est la seule et unique raison »*. Jusqu'au bout, Agnès Buzyn sera restée une bonne petite soldate du président Macron.